L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS

MERCREDI MATIN, 25 MARS.

COMPAGNIE
d'Assurance Mutuelle des Citoyens

DIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :—

Total des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1866		$386,315 35
Primes d'incendie	$231,433 04	
Primes de mer	96,212 61	
Primes de rivières	58,673 70—	$386,315 35
Moins les risques non expirés	$47,946 00	
Primes remboursées	2,942 06—	50,888 06
Montant net des primes		$335,427 29
Pertes payées		
Pertes par l'incendie	$102,194 99	
Pertes sur les mers	104,111 32	
Pertes sur les rivières	18,047 38	
	$224,353 49	
Réassurances	10,482 11	
Remboursements de vingt et de vingt-cinq pour cent	30,019 74	
Plus, les frais, les taxes de revenu intérieur, les profits et pertes, l'intérêt sur le scrip, l'intérêt en moins, etc	31,261 31—	296,116 84
Bénéfice nets		$39,310 65
Montant net des primes le 30 nov. 1866		$335,427 29
Moins le montant sur lequel il a été remboursé vingt et vingt-cinq pour cent		176,666 30
Montant participant au bénéfice		$148,761 06
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Effets		$36,103 37
Primes en voie de perception		110,987 06
Prêts en bons de banques		71,301 50
Prêts sur garanties		28,427 70
Prêts sur hypothèques		3,287 43
Prêts en bons de chemins de fer		9,350 00
Prêts en scrip de compagnies d'assurance		50,052 00
En caisse		30,309 22
		$346,778 28

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, Président.

H. CASTAREDE, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 17 décemb 1866.

PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividend scrip de vingt cinq pour cent sur le montant net des primes participant au bénéfice, pour l'année expirée le 30 novembre 1866, dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de février prochain. Ils ont de plus résolu de payer six pour cent sur les certificats de scrip non encore payés, à partir du deuxième lundi de février 1866.

DIRECTEURS :

J. Lorber, A. Miltenberger,
A. Verlein De Gray, J. Lemore,
John Gauche, L. Grand,
Jas. A. White, T. Avendano,
O. Gaillard, A. H. D'Meza,
J. A. Stouse, F. Mathon,
A. Bidault.

Bureau, rue Carondelet, No 3.

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands.

TREIZIEME ETAT ANNUEL

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'Etat suivant de ses affaires :

Montant des primes reçues pendant l'année expirée le 31 mai 1867, y compris les primes non expirées de l'année précédente		
Sur les risques d'incendie	$895,910 49	
Sur les risques de rivières	200,332 06	
Sur les risques de mer	337,231 32	
Total des primes		$1,433,479 86
En moins.—Primes sur risques non-expirés le 31 mai 1867	$224,182	
Primes remboursées	25,955 29	250,137 29
Montant net des primes le 31 mai 1867		$1,183,342 57
Pertes payées pendant l'année :		
Sur les risques d'incendie	$311,223 89	
Sur les risques de rivières	199,719 43	
Sur les risques de mer	278,627 60	
	$789,570 92	
Taxes	53,650 57	
Ré-assurances.—Dépenses ; Profits, pertes, moins intérêts	83,302 44	$926,523 9
Bénéfice net		$256,818 64
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Propriétés foncières		$159,617 87
Billets garantis par hypothèques		591,860 18
Billets garantis par nantissements		159,047 49
En caisse		74,750 35
Actions de banques et de chemin de fer		142,735
Primes en voie de perception		25,629 88
Bons de la Ville		95,639
Effets à recevoir		113,891 78
Scrip de Compagnies d'Assurance		36,715
Actions de Dry Dock Valletti		15,000
Actions de la Presse "Levee Steam"		2,950
Actions du "Marine Dry Dock"		2,000
Actions du "Merchants Exchange"		1,000
Actions du "Lighterring Wrecking Co"		1,000
Bons de l'Etat		1,500
Total		$1,406,416 43
En moins		
Intérêts non réclamés et taxes à payer en juillet prochain	$95,264 12	
Trente pour cent sur le capital du scrip de 1859, payable en juillet	59,548 50	
Primes sur risques non terminées le 31 mai 1867	224,182	$378,994 2
Actif net		$1,027,421 81

Le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

PAUL FOURCHY, Secrétaire.
JOHN PEMBERTON, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 6 juin 1867.

PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

A une Assemblée des Directeurs tenue le 6 juin 1867, il a été résolu de déclarer un dividende en scrip de Vingt pour Cent sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats seront émis le premier lundi de Juillet prochain. TRENTE POUR CENT SUR LE CAPITAL DU SCRIP DE 1859 et Six pour Cent d'intérêts sur tous les scrips émis par la Compagnie.

Directeurs.

John Pemberton, M. Fulg,
Chs. Sagory, David McCoard,
Pierre Fonta, F. Maspero,
S. Z. Relf, L. F. Génères,
J. J. Fernandez, J. Morgan Hall.
E. Dunasseur

DIX-HUITIEME ETAT ANNUEL

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

23 MAI 1867.

Les Directeurs, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1867 :

Primes d'incendie dans l'année	$396,093 01	
Primes de mer dans l'année	160,895 66	
Primes de rivières dans l'année	284,577 35	
Total		$841,556 02
Total net des primes		$756,734 54
Payé Pertes par l'incendie	$119,488 19	
Pertes sur mer	121,892 47	
Pertes sur les rivières	287,957 02	
Taxes	33,660 44	
Payé Profits et pertes, réassurances, escompte au lieu de scrip intérêt, frais généraux, escompte	151,921 29	—708,529 70
Bénéfice net		$48,204 83
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Billets à recevoir	$40,154 78	
Prêts sur bons et hypothèques	82,843 33	
Prêts sur garanties d'actions	22,596 88	—145,595 09
Scrip étranger et du pays, compte de scrip		46,166 68
Propriété foncière		70,000 00
En caisse		135,118 97
Bons consolidés 6 p cent		
Bons de la Ville		
Compte d'actions de banques	175,677 17	
Valette Dry Dock Company	12,000 00	
Bourse des Marchands	1,000 00	
Compagnie d'allégement et de sauvetage de la Nlle Orléans	500 00	—315,757 17
Pour primes en voie de perception		79,376 44
Actif		$792,014 35
La Compagnie possède également :		
Billets et bons suspendus	$436,365 21	
Compte de scrip forfait	7,853 54	
Intérêt non réclamé	9,295 58	

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

PAROISSE D'ORLEANS,
Ville de la N. Orléans.

Assermentés et souscrit pardevant moi le 22 mai 1867
G. H. BRAUGHN,
Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans

La Compagnie payera un intérêt de SIX pour cent, comptant sur les certificats non encore payés de scrip, aux porteurs des dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont en outre déclaré un dividende scrip de VINGT pour cent sur les primes ayant droit à la participation pour l'année expirée le 30 avril 1867. Il sera émis les certificats pour le dit dividende, à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.

—DIRECTEURS—

John Watt, A. G. Ober,
C. T. Buddecke, J. Norman Jackson,
Samuel B. Newman, A. Thomson,
P. H. Foley, P. Simms,
William Edwards, John Phelps,
L. P. Spyker

WOOLVERTON & BA RRINGER vs JAMES HILL

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17,732—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, 4 avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Deux terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Nouvelle Levée, du Commerce, Julia et St-Joseph [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

25fév—2 4,12,20 2°m

TERTULIEN VILLA vs la veuve A. LABARTHE

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans,—No 24,642—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le JEUDI deux d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Deux terrains situés au faubourg Tremé, dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Tremé, des Marais, St-Philippe et des Ursulines. Les dits terrains sont contigus et font partie [illegible] désigné par le No Douze suivant plan [illegible] 1826, déposé en l'étude de Felix de Armas [illegible]

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient à la défenderesse de la manière [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

1er mars—1,8,15 24—av 2

LA COMPAGNIE DE L'HOTEL ST-CHARLES vs J. L. TARBOX & CO.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,052—En vertu d'un ordre rendu le 16 mars 1868 et à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, je procéderai le SAMEDI, vingt-huit mars 1868, à 10½ heures A. M., sur les lieux [illegible]

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17 mars—17 21 24 28

CHARTE. CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce 31e jour de janvier mil huit cent soixante huit et la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, par devant nous, EDWARD IVY, notaire public, dans et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et ayant qualité, en présence des témoins ci-après nommés et dont les signatures sont ci-dessous apposées, se sont présentées les personnes ci-après nommées, et qui ont signées ci-dessous lesquelles ont déclaré que, profitant des lois de la Louisiane relativement aux corporations dans cet Etat, elles sont convenues de se former et de former ceux qu'ils représentent en une corporation dans le but et sous les règlements qui suivent :

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

ARTICLE II.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être ou est par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes fixé à trois cent mille ($300,000) piastres représentées par trois mille actions de cent piastres. Il devra être payé pour cent sur ch que souscription, à la signature de ces articles, le reste sera payé à l'époque et en telle montants et versements qu'ordonnera la Direction, pourvu qu'il ne soit pas exigé plus de dix (10) pour cent de la dite souscription et que l'appel de fonds ne sera pas fait plus souvent qu'il ne faut dans les trente jours. Si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer son paiement pour [illegible] il pourra être ajouté à [illegible]

ARTICLE V.

La dite corporation assume, par les présentes, toutes les obligations de F. Mouney et Co, principaux, et Geo W. Hyneon, D. B. Macarty, L. E. Lemarié et B. Saloy, caution dans le contrat et l'achat de droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Canal, Dauphine, Dumaine et autres rues dans la ville de la Nouvelle-Orléans, d'après l'acte passé pardevant William J. Castell, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 5 juillet 1867 et par acte passé pardevant Henry C. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 17 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer d'après les plans et les cahiers de charge, dans l'espace de temps et de la manière indiquée dans les dits actes notariés ; de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées et exprimées.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer les opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qui se composera d'un char dans un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés ; le capital pourra être porté à une somme quelconque n'excédant pas cinq cent mille piastres avec le consentement des actionnaires représentant les deux tiers des actions, lequel consentement devra être obtenu dans une assemblée générale convoquée après trente jours d'avis. Toutes les fois qu'une augmentation du capital sera dûment autorisée, il en sera donné avis, pendant soixante jours dans deux journaux publiés dans la Nouvelle Orléans, et, dans l'intervalle, les actionnaires auront le droit de prendre des actions additionnelles en proportion du montant de leurs actions. Toutes les actions qui n'auront pas été prises à l'expiration de cet avis pourront être vendues par les Directeurs au profit de la société, mais ces actions ne devront pas être vendues au-dessous du pair.

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être confiés à une Direction composée de sept personnes qui devra posséder, chacun, au moins deux mille cinq cent ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants : George W. Hynson, D B Macarty, B. Saloy, L. E. Lemarié, F. Mouney, George Clark et Felix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs. A une première réunion, ils éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs qui devront être élus ainsi que le déclare l'article onze.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1868 et, tous les ans après cette époque, une élection de sept Directeurs, par les actionnaires, aura lieu, au bureau de la corporation, et il devra être donné avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux des journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (en comptant un vote par chaque action sur lequel le vote est donné) suffira à élire les Directeurs qui, à leur première réunion après leur élection devront élire l'un d'entre eux Président de la Société. Ce Président devra être élu par une majorité de toute la Direction, et c'est à lui que devront être remis toutes les assignations et autres documents légaux. Il sera du devoir du Président de présider toutes les réunions de la Direction ; en cas de son absence ou s'il était incapable de remplir ses devoirs, les Directeurs devront élire l'un d'eux même Président pro tem., et ce Président devra exercer tous les pouvoirs du Président. Toutes les élections devront avoir lieu au scrutin, sous la surveillance de deux inspecteurs nommés par les Directeurs une semaine avant les élections.

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum, et une décision de la majorité sera un acte valide de corporation. Les Directeurs auront plein pouvoir d'acheter et de vendre, et il en sera de même pour les propriétés foncières, et autres propriétés dont la Compagnie pourrait avoir besoin.

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou moins, devra nommer son remplaçant pourvu que ce dernier ait, en son nom propre, au moins vingt cinq actions de la Compagnie ; pourvu, en outre, que le dit remplaçant soit élu par les Directeurs.

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents et pourront les destituer à leur gré. Ils fixeront les salaires de tous les officiers de la Corporation et le montant des cautionnements à exiger des dits officiers et agents. Ils pourront de même adopter toutes formes de membres de la Direction ou à leurs officiers ou agents, les pouvoirs qu'ils jugeront convenables pour les affaires ordinaires de la Compagnie ; désigner des agents dans les limites et hors des limites de l'Etat, aux conditions qu'ils jugeront convenables. Ils auront le pouvoir de faire des règlements et les amender toutes les fois que les intérêts de la Compagnie l'exige ont. Ils pourront remplir les vacances qui pourraient survenir dans la Direction. Ces vacances pourraient être déclarées pour cause de mort, démission, manque du nombre d'actions voulu, faillite ou absence sans permission pendant plus de trois mois, successivement.

ARTICLE XVI.

Les livres pour l'enregistrement à le transfert d'actions seront ouverts et tenus, sujets aux restrictions des règlements. Tous les transferts d'actions devront être faits sur les livres et ils ne pourront être faits par aucun actionnaire qui sera redevable. Les Directeurs pourront fermer les dits livres pendant un délai qui ne sera pas moins de vingt jours. Si un souscripteur devient transféré [illegible]

ARTICLE XVII.

Le fait que pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé, ne devra pas dissoudre cette Société ; mais les Directeurs qui seront alors en place continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'une élection soit faite, et pourra être faite à une autre date quelconque, par un avis, publié pendant dix jours dans les journaux, après avoir été ainsi qu'il est dit dans l'article 11.

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou dans d'autres buts aura droit, directement ou par procuration, à un vote pour chaque action qu'il détient. [illegible]

ARTICLE XIX.

Deux associés dont la souscription est au nom de la même personne ne pourront servir en même temps dans la Direction de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire, et vérifié par le Président. Le Président et le Secrétaire devront signer tous les billets, traites, chèques, certificats d'actions, contrats et autres preuves de dettes de la corporation.

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société par des amendements qui pourraient être faits à la loi en vertu de laquelle la Société est formée [illegible]

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires à une assemblée convoquée à cet effet, après soixante jours d'avis dans deux des journaux publiés à la Nouvelle-Orléans.

Les dits liquidateurs devront être des personnes solvables, résidant en cette ville et ne devant pas à la société ; ils resteront en fonctions sera fixé et ils seront tenus de toutes les pouvoirs nécessaires. La période de la liquidation et leur rémunération seront fixés de la manière que les actionnaires pourront décider, par des résolutions, à une assemblée générale convoquée à cet effet.

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à ce acte sont déclarés être ainsi qu'il suit :

Felix Labatut,	Jacob Newhauser,
Arthur Dejan,	Henry Larqué,
Alfred Rousseau,	B. et A. Soulé,
Victor Prados,	Henry Tate,
B. H. Schmidt,	Jas. Deshan,
J. Ségassie,	Pierre Abadie,
Chas E. Schmidt,	C. de Lassus,
Paul E. Théard,	Floreille Foy,
F. Mouney,	Jos. Hernandez,
H. St Armant,	A. L. St-Cyr,
L. E. Lemarié,	Geo. W. Hynson,
B. Saloy,	D. B. Macarty,
George Clark, et autres.	

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ici indiqués en premier lieu.

L'original est signé

G. A. Kemper, F. Mc C. Swain. Edward Ivy, Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'ai cet les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY,
Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lne, certifie que la susdite Charte a été inscrite aujourd'hui, à mon bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 47, 48, 49, 50, 51, 52.

A. DUCATEL Jr.,
Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.

4 fév—3 1po

LAFITTE DUFILHO & CO. vs PETER McDERMOTT.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,873—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Harry T. Hays, ci-devant shérif, et par lui à moi transféré, je procéderai, le JEUDI deux d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Deux certains terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Girod, de la Nouvelle-Levée, Lafayette et du Commerce, et des plans par Pilié, arpenteur, en date du [illegible] 1862 et déposé en l'étude de A. E. Bienvenu.

Les dits terrains ayant les dimensions suivantes, savoir :

Le numéro Un, vingt pieds huit pouces de face à la rue Girod, quatre-vingt-six pieds de profondeur sur la ligne latérale du côté de la rue du Commerce, quatre-vingt cinq pieds cinq pouces de profondeur sur une ligne irrégulière limitrophe du No Deux, et trente-deux pieds huit pouces de largeur derrière.

Et le numéro Deux, vingt pieds huit pouces de face à la rue Girod, quatre vingt cinq pieds cinq pouces de profondeur sur une ligne irrégulière limitrophe du No Un, et une ligne profondeur de soixante-cinq pieds un pouce et quatre lignes de l'autre côté de la rue du Commerce, deux pieds un pouce, sur une profondeur de vingt-sept pieds quatre pouces jusqu'à la seconde ligne derrière, laquelle mesure dix sept pieds dix pouces de largeur. Le tout conformément audit plan.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent ainsi que tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Lesdits terrains font partie d'une plus grande étendue de terre acquise par C. L. Lacroix de Paul Lacroix, par acte sous signatures privées, en date du 2 mars 1867, dûment reconnu ledit jour devant Geo. Hutton, vice-consul des Etats-Unis à Paris, et déposé en l'étude de E. Gottschalk, notaire public en cette ville, par acte en date de 3 avril 1857, lequel a été dûment enregistré au Bureau des Aliénations, en cette ville, le 6 d'avril 1857, au Livre 72, Fo. 686, et ledit Paul Lacroix a acquis ladite étendue de terre de Roman Pomar, par acte au rapport de H. Lavergne, autrefois notaire public en cette ville, en date du 3 décembre 1823.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de C. L. Lacroix, suivant acte au rapport de A. E. Bienvenu, notaire public en cette ville, en date du 10 septembre 1865.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

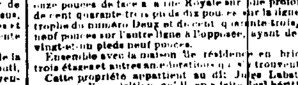
Conditions — Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

1er mars—1,10 19 27—2 avril

JOHN CHILDESTER vs. JOHN S. SIMONDS & GEO. W. AVERY.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 18,781—En vertu d'un ordre rendu le [illegible] mars 1868, à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-huit de mars 1868, à 10 heures A. M., aux écuries de Leonard & Maxwell à l'angle des rues du Canal et Baronne, dans le Premier District de cette ville, à la vente publique [illegible]



Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans

17mars—17,21,24 26 28

SEIZIEME ETAT ANNUEL.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Home, de la Nlle-Orléans.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires pour l'année expirée le 31 décembre 1867 :

Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1867, y compris les risques non expirés de 1866		$321,590 00
Primes sur les risques de mer	$42,002 34	
Primes sur les risques de rivières	107,250 23	
Primes sur les risques d'incendies	172,337 43	$321,590 00
En moins: primes remboursées	1,599 00	
En moins; primes sur risques non expirés en 1867	39,851 00	41,450 00
Montant net des primes de l'année expirée le 31 décembre 1867		$280,139
Pertes payées dans la même période :		
Sur les risques de mer	25,960 74	
Sur les risques de rivières	109,826 94	
Sur les risques d'incendies	30,297 46	
	166,085 14	
Réassurances	12,947 33	
Dépenses, taxes, intérêt de scrips, etc., moins escompte et intérêt	38,708 31	$217,740 78
Restant		62,398 32
Vingt-cinq pour cent et quinze pour cent remboursés au lieu de scrip		57,391 22
Réservé pour pertes non payées		5,007 10
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
347 bons de la ville de la Nlle Orléans, de $1,000 chaque		$347,000 00
35 bons de l'Etat de la Louisiane, de $1,000 chaque		35,000 00
36 bons de l'Etat de la Louisiane, de $500 chaque		18,000 00
68 bons de la Cie. de l'Hôtel St-Charles, de $1,000 chaque		68,000 00
80 bons 5-20 des E. U., de $500		40,000 00
5 actions de la Cie. du Dry Dock Vallette, de $1,000		5,000 00
800 actions de la Banque de la Nlle-Orléans, de $50 chacune, évaluées à $30	24,000 00	
650 actions de la Banque de l'Union de la Nlle-Orléans, de $75 chacune, évaluées à $50 chaque	32,500 00	
845 actions de la Banque du Canal, de $50 chacune, évaluées à $50	42,250 00	
500 actions de la Banque Mechanics' and Traders, de $50, évaluées à $50 chaq.	25,000 00	
125 actions de la Banque Crescent City, de $50 chaque, évaluées à $15 chacune	1,875 00	
100 actions de la Banque des Marchands, de $50 chaque évaluées à $15 chacune	1,500 00	$127,125 00
En caisse		51,693 50
Propriété foncière au No. 78 de la rue du Camp		50,000 00
Prêts garantis		62,415 00
Effets à recevoir	12,745 59	
En moins: mauvais et douteux	6,544 14	6,201 45
Comptes non encore payés et en voie de perception	70,056 62	
En moins: mauvais et douteux	10,211 65	59,844 97
Scrips d'autres Compagnies d'assurance		8,444 00
Total de l'actif		$878,721 02

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

ALFRED MOULTON, président,
A. W. HUNTER, secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans,

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 14 janvier 1868.

PARIS CHILDRESS,
Deuxième juge de paix.

Les Directeurs ont résolu de payer six pour cent comptant sur tous les certificats de scrip non encore payés aux porteurs légaux desdits certificats, à partir du deuxième MARDI de février prochain et il de plus :

Résolu qu'en vue de la dépréciation de l'actif de la Compagnie, les émissions de scrips de 1858, 1859, 1860 et 1861, sont par les présentes appelées (conformément à la Charte) pour la réduction de vingt-cinq pour cent sur chaque émission ; que lesdits scrips seront livrés pour la réduction sur le paiement de l'intérêt annuel, ainsi qu'il est déclaré par une résolution de cette direction adoptée aujourd'hui.

ALFRED MOULTON, président,
Wm M. PERKINS, vice-président,
A. W. HUNTER, secrétaire.

—DIRECTEURS—

E. K. Converse, B. P. Ethell,
Robert Hare, Jos. N. Isenhour,
Jos Hoy, J. H. Ludwigsen,
Alfred Moulton, A. H. May,
J. M. Allen, Jno. T. Moore,
Jno C. Rogers, W. M. Perkins.

17janv—1m

La veuve O. LELIEVRE vs la dame ANNE W. JETER.

SIXIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No. 11,394—En vertu d'un writ de fieri facias adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus à Harry T. Hays, ci-devant shérif et par lui à moi transféré, je procéderai, le MARDI, vingt et un d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Deux terrains situés au faubourg Ste-Marie, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Lafayette, Carondelet, Girod et St-Charles, désignés par les Nos Cinq et Deux, d'après un plan dressé par Alfred E. Forstall, de [illegible] février 1852.

Les dits terrains sont contigus et mesurent ensemble, mesure américaine, chacun vingt-cinq (25) pieds de face à la rue Lafayette, sur quatre vingt-sept 87½ pieds de profondeur, entre lignes parallèles, le No Un forme l'angle des rues du Camp et Lafayette.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en deux maisons en briques à trois étages connues sous le nom de "Florence House".

Le plan sera exposé à la Bourse quelques jours avant la vente.

Aussi : Quinze cent cinquante (150) actions acquises et évaluées à quatre cent vingt une (421) de cent piastres chacune, du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, représentées par hypothèque sur la propriété ci-dessus.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Le 1/3 du prix, comptant au moment de l'adjudication ; le reste à crédit, à charge du paiement d'un terme, les acquéreurs assumant le paiement de l'hypothèque en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane de la somme de [illegible]

GEO. W. AVERY,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

21mars—29,7 15 2 avril

LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS, pour l'usage et au profit de, &c., FRANCIS MARTIN, subrogé, vs. JOHN LAWRENCE GUBERNATOR.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No. 19,318—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, 4 avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

TROIS CERTAINS TERRAINS situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par l'Avenue St-Bernard, les rues Annette, Villeré et Robertson, et désignés par les numéros Deux, Trois et Six, suivant plan dressé par Louis H. Pilié, voyer de la ville, en date du 8 mars 1859 et déposé pour recours en l'étude de [illegible]

Les dits terrains sont contigus et ayant les dimensions suivantes, savoir :

Le No Deux trente-quatre pieds huit pouces et deux lignes de face à l'Avenue St Bernard, trente deux pieds trois lignes de largeur derrière, sur une profondeur de cent vingt et un pieds huit pouces et quatre lignes, sur la ligne limitrophe au No Un, et de cent huit pieds quatre pouces et six lignes sur la ligne à l'opposé ;

Le No Trois, trente quatre pieds huit pouces et une ligne de face à l'Avenue St Bernard, trente deux pieds et deux lignes de largeur derrière, sur une profondeur de cent huit pieds quatre pouces et six lignes sur la ligne limitrophe au No Deux et de quatre-vingt-quinze pieds et un pouce sur la ligne à l'opposé ;

Et le No Six, contigu aux autres, derrière, trente-deux pieds de face à la rue Robertson, sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds et sept lignes, entre lignes égales et parallèles.

Ensemble avec toutes choses y appartenant.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

26fév—26, 5,13,22 28

JOHN HENDERSON vs JNO. T. CLAIBORNE.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nlle-Orléans—No 19,678—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI six d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Une certaine PORTION DE TERRE située dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet numéro Deux borné par les rues Philip, Première, Howard et Jacobs et faisant partie des terrains portés, désignés par les numéros Trois et Quatre, d'après le plan dressé par L. H. Pilié ci-devant voyer, le 11 d'avril 1859, déposé en l'étude de E. Bouny, notaire public en cette ville. Ladite portion de terre mesure quatre-vingt-huit pieds deux pouces et trois lignes de face à la rue Première, quatre vingt-dix sept pieds deux pouces de profondeur sur la ligne latérale du côté de la rue Jacobs et cinquante et un pieds deux pouces sur la ligne du fond limitrophe du No Deux dudit îlet, ainsi qu'il appert d'un plan annexé à l'acte de vente au rapport de J. W. Breedlove, en date du 29 mars 1866.

Ensemble avec tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du demandeur, suivant ledit acte au rapport dudit notaire Breedlove, en date du 29 mars 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions : Le montant de trois cents piastres ($300), montant de la réclamation du demandeur avec intérêt [illegible] à compter du 29 mars 1866 jusqu'au paiement, et les frais de la vente tous [illegible] comptant au moment de l'adjudication. — Le L'acquéreur assumera (jusqu'à concurrence du montant de l'enchère) le paiement d'un billet de pareille somme de trois cents piastres ($300), souscrit par propriété daté du 29 mars 1866 et payable à deux ans de date lui endossé, garanti par hypothèque sur la propriété ci-dessus, portant intérêt au taux de huit pour cent l'an jusqu'à parfait paiement ; — 3o. Et la balance du prix d'adjudication, s'il y en avait, comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

6 mars—15,24,31 ; av 5

La dame A. EAST vs le Dr A. L. EAST, son époux.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 18,666—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MERCREDI, premier d'avril 1868 à 4½ heures P. M., sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de :

Le fonds d'un magasin de chapeaux, situé rue St-Charles, près celle de la Commune, dans le Premier District de cette ville, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Aussi—tous les droits titres et intérêts du défendeur au bail du magasin No 32 rue St-Charles, étant la moitié du côté de la rue de la Commune. Le dit bail étant pour deux années à compter du 1er novembre 1866, à raison de $1775 50 l'an.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication. L'acquéreur du bail paiera le loyer à son échéance, et la balance du prix d'adjudication, s'il y en avait, comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY.
Shérif de la paroisse d'Orléans.

21 mars—21,24,27 30—av 1

FRANK KATHMAN vs. MOLLIE WALTERS.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,093—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt huit mars 1868, à 4½ heures P. M., sur les lieux, No 20 Front Levee, entre les rues de l'Hôpital et du Quartier, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de—

Un lot de meubles et effets, suivant inventaire, déposé en mon bureau pour recours.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17 mars—20,24,28,28

D. LOPEZ vs LEWIS NEWSTEDT & F. C. LA CROIX.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 24,674—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le JEUDI, vingt trois avril 1868, à 10 heures A. M. sur les lieux ci-après désignés, à la vente publique et adjudication de—

Le fonds, l'installation et les machines, etc, etc, de la confiserie située à l'angle des rues de Chartres et Conti, dans le Deuxième District de cette ville, suivant inventaire déposé en mon bureau pour recours.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY.
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

21 mars—21 24 27 30—2 avril

ERNEST VOLKMANN vs T. H. ECK.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 20,888—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le LUNDI, trente de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit :

Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, mesurant trente deux pieds de face à la rue Montegut, sur cent pieds de profondeur entre celles de Craps et d'Amour.

Ensemble avec la jolie maison qui y est construite, ayant deux chambres, galerie devant et derrière, et deux cabinets, cuisine de deux chambres, hangar, cuve, lieux d'aisance &c, et un joli jardin sur la façade.

La maison porte le No 112 sur la rue Montegut.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

f4 v—27—6 14 21 29

JOSEPH D. WEAVER vs THEOPHILE ANFOUX.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans — No 18,926 — En vertu d'un writ de saisie et vente adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Charles Bienvenu, ci-devant shérif, transféré par lui à Henry T. Hays, ci-devant shérif et par ce dernier à moi transféré, je procéderai le MARDI quatorze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Baronne, de la Commune, Carondelet et du Canal Désigné par le No. Un, d'après un plan dressé par A. S. Phelps, autrefois arpenteur, en date du 13 mai 1848 et déposé en l'étude de L. T. Caire, alors notaire public en cette ville.

Ledit terrain ayant une façade de vingt et un pieds six pouces et quatre lignes sur la rue Baronne, cent trente pieds sur une profondeur sur la ligne qui le sépare d'une allée commune, vingt et un pieds neuf pouces et quatre lignes derrière sur une ligne qui le sépare d'une autre allée commune et cent trente trois pieds trois pouces et une ligne sur la ligne limitrophe au Numéro deux.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en fait de L. A. Garidel, suivant acte au rapport de P. Lacoste, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 1er septembre 1857.

Saisie dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13mars—13,21,29—5 14 av

Henri Pinsean vs Auguste Mannesaier.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans. — No. 24 212 — En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, vingt et un d'avril, 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Deux certains terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues du Canal, Philippa, de la Commune et Baronne, désignés par les numéros Treize et Quatorze.

Le No Treize mesure vingt-six pieds, deux pouces et quatre lignes de face à la rue Philippa, trente-neuf pieds six pouces et trois lignes de profondeur et face sur une allée courant de la rue Philippa à la rue Baronne, quatre-vingt-six pieds de profondeur sur la ligne limitrophe du No Quatorze et vingt six pieds de largeur dans le fond.

Le No Quatorze mesure vingt-cinq pieds de face sur l'allée susdite, sur vingt six pieds de profondeur.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

La dite propriété est sujette à un bail qui expire le 7 de novembre 1870, à raison de $2 [illegible] par an [illegible] au rapport de l'acte au rapport d'Abel Dreyfous, notaire public en cette ville, en date du 7 de novembre 1867.

Saisie dans l'affaire ci-dessus

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

21 mars—29, 7 15 21 avril

WILLIAM S. TOOLE & Co vs EMILE ROQUES

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans, No 21,750—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI quatorze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de l'Esplanade, du Quartier des Remparts et Bourgogne, désigné par le numéro Deux, d'après un plan dressé par Pilié et De Pouilly, ingénieurs de la ville, daté du 3 mars 1836, et déposé en l'étude d'Adolphe Boudousquié, ci-devant notaire public en cette ville.

Ledit terrain mesure trente-deux pieds onze pouces cinq lignes de face à la rue de l'Esplanade sur une profondeur de cent sept pieds huit pouces et quatre lignes du côté limitrophe du No Un et une profondeur de cent sept pieds huit pouces sur la ligne du côté de la rue des Remparts et trente et un pieds onze pouces et cinq lignes derrière.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite des héritiers de la dame Marguerite Carolin Destrehan, décédée, épouse de Gustave Toutant Beauregard, suivant acte au rapport de dit notaire Adolphe Boudousquié, en date du 17 mars 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO W. AVERY,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

13 mars—13,21,29—5,14 avr

Edward Murphy vs Henry Cassidy

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 24,085—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, treize d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues [illegible] et désigné par le numéro [illegible] d'après un plan dressé par Joseph Pilié, et déposé en l'étude de la Municipalité No Deux de la Commune d'Orléans et déposé en l'étude de David L. McCay [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

12 mars—12,21,29—6,13 avril

E. A. PATTERSON vs la ville de la Nouvelle-Orléans.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 17,847—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, treize d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

[illegible] situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues St-Charles, Lafayette, Carondelet et Girod [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13 mars—13, 21, 29—6, 13 avril

CHAS. F. BERENS vs JAMES HILL.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 24,393—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, 4 avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain, situé au faubourg Ste-Marie, dans le Premier District de cette ville, [illegible]

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

17mars—17, 26—avr 3,11,19.

F. MARSOUDET vs. HELOISE BOUDOUSQUIE

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 24,114—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le samedi vingt huit de mars 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, côté est de la rue Bourgogne dans l'îlet, borné par la dite rue Bourgogne et celles Ste-Anne, Du Maine et Dauphine, ayant, mesure américaine, trente deux pieds de face à la rue Bourgogne, sur quatre vingt seize pieds sept pouces de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une belle maison de résidence en briques, dépendances et appartenances.

Cette propriété appartient à la défenderesse au moyen de l'acquisition qu'elle en a faite d'Alfred Marchand, suivant acte au rapport de Octave Morel, notaire public en cette ville, en date du 24 mai 1867.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

25fév—4,12,20 28ma

Duncan McNeil vs James [illegible]

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,050—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, onze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Une certaine portion de terre située dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de l'Annonciation, Première, Laurel et Deuxième, composé de la totalité du terrain désigné par le Numéro Vingt Trois [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

11 mars—11 14 27—av 11

LUTHER HOLDSWORTH vs HENRY MANN.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 19,912—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, onze d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

UN TERRAIN situé dans l'îlet borné par les rues Vine, Willow, Cypress et Lafayette, dans le Premier District de cette ville, étant désigné par le numéro Quatorze, suivant plan dressé par Louis H. Pilié et déposé en l'étude de P. E. Théard, alors notaire de la ville, sous le No 9 du Livre de Plans.

Le dit terrain mesure trente-et-un pieds trois pouces de face à la dite rue Cypress, sur quatre-vingt-quinze pieds dix pouces de profondeur, entre lignes parallèles, mesure américaine.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite du demandeur, suivant acte au rapport de W. L. Poole, notaire public en cette ville, en date du 28 de juillet 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

11mars—11,18,27,3,11avril

SUCCESSION DE FEU FREDERIC ANTOINE WEINBERG, décédé,

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 17,025—En vertu d'un décret rendu le 15 de février 1868 et à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à la requête de Fréd. A. Weinberg, héritière de F. A. Weinberg, je procéderai le MARDI, vingt-et-un d'avril 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain désigné par le numéro Un d'après un plan dressé par C. A. Hedin et E. Schwarbaum, architectes, le 17 de février 1851 et déposé en l'étude de Ad. Mazureau, notaire public en cette ville.

Le dit terrain est situé dans le Deuxième District de cette ville dans l'îlet compris par les rues Royale, de Chartres, St Philippe et Dumaine, mesurant vingt pieds cinq pouces de face à la rue Royale sur la ligne limitrophe du numéro Deux et de cent quarante trois pieds dix pouces sur la ligne limitrophe du numéro Deux et de cent quarante trois pieds huit pouces sur l'autre ligne à l'opposé, ayant derrière vingt-et-un pieds neuf pouces.

Ensemble avec la maison de résidence en briques à trois étages et autres améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au dit Jules Labatut au moyen de l'acquisition qu'il en a faite des héritiers S. Kohn suivant acte en date du 28 mars 1854.

Conditions, comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

12mars21 93—7 15 21 avril

HEADQUARTERS FIFTH MILITARY DISTRICT, New Orleans, La., March 11, 1868.

Special Orders No. 55.

EXTRACT.

3. WHEREAS, A Convention recently assembled at New Orleans, La., in compliance with Special Orders No. 166, from these Headquarters, dated October 21, 1867, did, in pursuance of the acts of Congress mentioned in said order, proceed to frame a Constitution and civil government for the State of Louisiana ; and

WHEREAS, The acts of Congress provide that the election for the ratification of said Constitution, shall be conducted by the officers or persons appointed or to be appointed by the Commanding General ; said election will be held in the State of Louisiana, from 7 A. M. to 7 P. M., on the 17th and 18th days of April, 1868, at which the registered voters of said State may vote for or against the Constitution submitted to them by said Convention.

I. Commencing fourteen days before the election, Boards of Registrars will, after having given reasonable public notice, revise at the places where the Boards are in session, for a period of five days, the registration lists, and upon being satisfied that any person not entitled thereto has been registered, will strike the name of such person from the list. The Boards will also, during the same period, add to the registry the names of all persons who at that time possess the qualifications required by law, and who have not been registered. See sec. 7, Supplementary Act of July 19, 1867.

Upon completion of the revision of registration, the Board of Registrars will immediately proceed to make up their precinct poll books—for this purpose they will use the precinct books used at the last election, making the necessary corrections. They will also forward to these Headquarters a tabular statement, giving the number of persons registered (white and colored) during the revision ; the number rejected (white and colored) ; the names of the persons refused registration and stricken from the rolls, will be given with statement showing the causes therefor.

II. The polls will be opened at every voting precinct in each Parish at the places designated by law. No person will be allowed to vote whose name does not appear on the registry list. The election will be by ballot. "Those voting in favor of the Constitution shall have written or printed on the ballots by which they vote as aforesaid, the words, 'For the Constitution,' and those voting against the Constitution shall have written or printed on such ballots the words 'Against the Constitution.' Each ballot presented by a colored voter will be marked "Colored", by one of the Judges of election. Poll books will be kept of the names of the voters as at ordinary elections in the State. As each voter presents his certificate one of the Judges will endorse on it "Voted," with the date, and signed by one of the Commissioners.

III. The Boards of Registration of each Parish, will be superintendents of, and will conduct the election, and will see that all the necessary preparations are made for properly conducting the same ; that due and sufficient notice is given of the time and object of the election, Commissioners appointed, proper ballot boxes prepared, etc.

If, from any cause, any of the Registrars of a Parish fail to perform the duty incumbent upon them, either at the revision directed in Paragraph I, or at the election, their places will be filled by the Clerk of the District Court, or Recorder of the parish or Assessor of the parish Court in the order named, provided they can qualify according to law. If vacancies cannot be thus filled, the remaining portion of the Registration Board will fill them with persons who can duly qualify, notifying this office of the same.

IV. The election at each precinct will be presided over by the three commissioners, who will be sworn in the same manner as the Registrars.

Should only two of the commissioners be present, they shall appoint a third ; should only one be present, he shall appoint another, and they together shall appoint a third.

To carry out this, commissioners are authorized to administer the required oath.

V. At the close of the election, the commissioners will carefully count and make duplicate returns of the result of the election ; stating, also, in four separate lists, respectively, the number of white voters for, the number of colored voters for, and the number of each, against the Constitution. The ballots will then be replaced in the ballot boxes, which will be sealed, and together with the registration and election records, will be carried by one of the Commissioners to the Court House, or place designated, and turned over to the Board of Registrars.

The Board will then carefully count and make duplicate returns of the votes cast, in the manner prescribed for commissioners of election and will see whether the vote of each precinct corresponds with the record of the commissioners.

The ballots will then be replaced in the ballot-boxes, which will be sealed, and together with the registration and election records, will be turned over to such parish officer or member of the Registration Board as said Board may select, who will receipt therefor, and will be held responsible for the same. Each member of the Board will make affidavit to the correctness of the returns, one copy of which will then be brought by some member of the Board to the Commanding General of the Fifth Military District, at New Orleans, the other copy will be retained by the Board until further orders.

VI. The Boards of Registrars and Commissioners will see that a full and fair opportunity is given for depositing his ballot, to every man entitled to vote, and will generally do every thing that is requisite to secure a full and impartial expression of the opinions and wishes of the registered voters.

VII. If from any cause the elections in any of the precincts cannot be held, as for instance, the inability to procure properly qualified Commissioners, the Boards of Registrars will give timely notice to the voters thereof as to where they shall vote in an adjoining precinct, in their own Parishes.

VIII. No persons shall act as Commissioners or Registrars, under this order, who are candidates at the election for any office.

IX. The Sheriff of the Parish is made responsible for the preservation of good order, and the perfect freedom of the ballot at the various election precincts in the parish. To this end he will appoint a deputy, who shall be qualified under the laws of the State, for each precinct in the Parish, who will be required to be present at the place of voting during the whole time the election is being held. The said deputies shall be under the orders of the Commissioners.

X. All places where intoxicating liquors are retailed, will be closed on the days of election, and such sale of liquors is prohibited during said election days.

XI. Military interference with elections, unless it shall be necessary to keep the peace at the polls, is prohibited by law, and no soldiers will be allowed to appear at any polling places, unless as citizens of the State they are registered as voters, and then only for the purpose of voting ; but the Commanders of Posts will be prepared to act promptly if the civil authorities fail to preserve the peace.

XII. When the returns have been received at the Headquarters of the Fifth Military District, the result of the election will be published by the Commander thereof.

XIII. Persons who convey returns to the Headquarters of the Fifth Military District, will be paid, at New Orleans, reasonable expenses incurred in making the journey and returning.

The will promptly and fully obey every demand made upon their official services in preserving the peace and good order by the Commissioners of election. Deputies appointed in accordance with the foregoing will be paid the same as Commissioners, on accounts approved by the Registrar, out of the reconstruction fund.

As an additional measure to secure the purity of the election, each Commissioner and Registrar is hereby clothed, during the election, with authority to call upon the civil officers of the Parish to make arrests, and in case of the failure of the aforesaid civil officers, are empowered to perform their duties, during the election. They will make full report of such failures on the part of civil officers, to the Commanding General, Fifth Military District.

VIII. No persons shall act as Commissioners or Registrars, under this order, who are candidates at the election for any office.

We do not know but we infer that Mr. Hendricks, of Indiana, withdrew his objection to the swearing of Mr. Wade with the expectation that the same objection would be raised in another form before the commencement of the trial. Mr. Johnson surely has the right to challenge any one of the judges for cause

XIV. In case of questions arising as to the right of any individual to be registered, the person deeming himself aggrieved is entitled to his appeal from the decision of the Board, and the Boards are directed to make a full statement of the facts in such cases, and to forward the same to these Headquarters without unnecessary delay.

XV. Should Congress enact hereafter that at the approaching election votes shall also be cast for State and other officers, the same Registrars and Commissioners will act under this order for the election of said officers. In such an event, orders will issue from these Headquarters notifying the qualified voters that such an election is authorized.

By command of Major General HANCOCK.
GEO. L. HARTSUFF,
Official : Assistant Adjutant General.
NATHANIEL BURBANK,
2d Lieut. 37 Infy. Brvt. 1st Lieut. U. S. Army,
Acting Assistant Adjutant General

Stevens House,

21, 23, 25 & 27 BROADWAY, N. Y.
Opposite Bowling Green,
ON THE EUROPEAN PLAN.

THE Stevens House is well and widely known to the traveling public. The location is especially suited to merchants and business men ; it is in close proximity to the business part of the city—is on the highway of Southern and Western travel, and adjacent to all the principal Railroad and Steamboat depots.

THE STEVENS HOUSE has liberal accommodation for over 300 guests—it is well furnished, and possesses every modern improvement for the comfort and entertainment of its inmates. The rooms are spacious and well ventilated—provided with gas and water—the attendance is prompt and respectful—and the table is generously provided with every delicacy of the season—at moderate rates. The rooms having been refurnished and remodeled, we are enabled to offer extra facilities for the comfort and pleasure of our Guests.

sept11 6m GEO K CHASE & CO., Proprietors.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	--
Buckwheat	--
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	--
" Meal	--
Hair, plastering	--
Lime, unslacked	--
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	33
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	--
" sweet	--
Peas	--
Rye	56
Seed Blue Grass	10
Seed, Clover	62
" Flax	56
" Hemp	42
" Timothy	45
" Hungarian Grass	50
Salt, Coarse	--
" Fine	--
Sand	--
Turnips	--
Wheat	60

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs.	per bushel.
Corn shelled	56	" "
" in ear	70	" "
Oats	32	" "
Rye	56	" "
Buckwheat	52	" "
Barley	48	" "
Malt	34	" "
Beans	60	" "
Cow Peas	60	" "
Irish Potatoes	60	" "
Onions	54	" "

Postages to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional ; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Letters—Not over ½ ounce.	Letters—Not over ½ ounce.	Newspapers.
Africa, west coast, British mail	--	23	4
Argentine Republic, via England	--	45	4
via France	30	60	--
Aspinwall	--	10	
Australia, Br. M. via Southampton	--	33	6
do via Marseilles	39	45	8
by private ship from N. Y. or Boston	--	5	2
French mail (8 Austr'accomp'ry)	*30	*60	--
by Brem. or Ham mail, via Marseilles and Suez	50	102	--
Algeria, French Mail	*15	*30	2
by Brem. & Ham. mail via Trieste	--	55	
Austria and its States, Pr. closed mail	--	*30	6
do do when prepaid	--	28	
do by Brem. or Ham. mail	--	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail			*21
Bahamas, by direct steamer from New York	--	5	2
Belgium, French mail	*21	*42	
closed mail via. England	--	*27	5
open mail via. London by Am. pkt.	--	21	2
do. do. by British pkt.	--	5	2
Brazil, via. England	--	45	4
via. France, in Fr. m. from Bordean	*33	*66	
By American Packet	--	10	2
Bremen, Prussian closed mail	--	*30	6
do. do. do. when prepaid	--	28	
do. Bremen mail	--	*10	2
do. Hamburg mail	--	*15	3
do. French mail	*21	*42	
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	--	*10	2
do. dist. exceed 3000 miles	--	*15	2
Buenos Ayres, via England	--	45	4
do. via France, by French mail from Bordeaux	30	60	
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	--	45	8
do. do. Marseilles	--	53	8
Chilli	--	34	6
China, Br'sh M. via Southampton	--	45	6
do. via Marseilles	--	53	8
do. by Br'n or Ham. m., via Trieste	--	55	
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	72	
French mail	30	60	2
by mail to San Fran., thence by pr. ship	--	3	
Costa Rica	--	10	2
Cuba	--	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	--	33	9
by Bremen or Hamburg Mail	--	20	3
French Mail	27	54	
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt.	--	5	6
Prussian closed mail, via Trieste	--	68	13
(Eng. possess) Pr. cl. m. via Trieste	--	36	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's. and Suez	40	72	
by Brem. or Ham. m. via Trieste	--	64	
French mail	30	60	
Ecuador	--	34	6
France	*15	*30	2
Frankfort, French mail	*21	*42	
Prussian closed mail	--	*30	6
do do when prepaid	--	28	
Brem. or Ham. mail	--	*15	3
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)	--	*30	6
French mail	*21	*42	
Bremen mail	--	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	--	*15	3
Great Britain and Ireland	--	*24	2
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	--	*10	2
Bremen mail	--	*15	3
Prussian closed mail	--	*30	6
do when prepaid	--	28	
French mail	*21	*42	
Hanover, Prussian closed mail	--	*30	
do when prepaid	--	28	
by Bremen or Hamburg mail	--	*15	3
French mail	21	*42	
Hayti, via England	--	45	4
Hong Kong, Brit m. via Mar's	--	53	8
do via Southampton	--	45	6
by French mail	30	60	2
by Bremen or Hamburg mail	--	30	
Prussian closed mail	--	36	10
Indian Archipelago, French mail	30	60	6
Italy, via. Bremen or Hamburg mail			5
British mail via Marseilles	30	45	8
Martinique, via England	--	45	4
Mauritius, Br. m. via Southampton	--	33	6
do do via Marseilles	39	45	8
do French mail	30	60	
Mexico	--	10	2
Norway Prus. cl. m (if prep. 38c)	--	42	13
do Bremen or Hamburg mail	--	38	4
do French mail	33	66	
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	--	5	2
New Grenada, (except Aspinwall and Panama)	--	18	6
Nicaragua, Pacific Slope, via Pana	--	10	2
do Gulf Coast of	--	34	6
Panama	--	10	2
Paragua, Brit. mail, via England	--	45	4
Peru	--	22	6
Porto Rico, Brit mail via Havana	--	34	4
Portugal, Brit. mail via England	33	45	8
Prussia, Prussian closed mail	--	*30	6
do when prepaid	--	28	
by Bremen or Hamburg mail	--	*15	3
French mail	*21	*42	
Russia, Prus. cl m (if prep. 35c)	--	*37	8
by Bremen or Hamburg mail	--	*29	2
French mail	*30	*60	2
Sweden Prus cl m (if prep. 34c)	--	42	4
do. Hamburg or Bremen Mail	--	33	4
do. French mail	33	66	
Sardinian States (Prusian closed mail if prepaid) 40c	--	42	11
do. do. French mail	*21	*42	
Bremen or Hamburg mail	*28	--	4
Savoy, District	*15	*30	2
Roma. States, Prussian closed m.	--	44	12
Bremen or Hamburg	--	36	
French mail	*27	*51	2
Singapore, Br. m. via Southampton	--	45	6
do. via Marseilles	--	53	8
French mail	30	60	
Spain, Br m. by American packet	--	21	2
do. do by British pkt.	--	5	2
do. French mail	21	42	
do by Brem or Ham mail	30	42	
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	--	18	6
do via Havana	--	34	6
Switzerland, Prus cl m. (if prepaid 35c)	--	*35	9
French mail	*21	*42	2
by Bremen mail	--	*19	2
by Hamburg mail	--	19	3
Venezuela, British mail via Southampton	--	45	4
West Indies, British, not British, (except Cuba)	--	10	2
	--	34	6

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England ;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail ;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail ;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France, otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT.

Premiums during the year ending 31st December 1867.		
On Fire Risks	$319,916 16	
On Marine Risks	68,489 44	
On River Risks	22,799 81	
Total Premiums		$411,205 41
Less. Premiums unearned 31st December 1867	$115,362 00	
Return Premiums	4,115 41	
		$119,477 41
Net earned Premiums		$291,728 00
Losses,—		
On Fire Risks	$59,760 62	
On Marine Risks	61,488 16	
On River Risks	19,039 44	
	$140,488 22	
Taxes	11,566 88	
Reinsurances	5,374 31	
Expenses, less interest account	10,080 83	
Interest on Scrips	24,568 60	
		$194,078 84
Profit		$97,119 16
The Company have the following assets :		
Bills receivable for Premiums	$3,334 81	
Notes secured by pledge and mortgage	219,307 00	
Due for premiums in course of collection	89,321 91	
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks, City Bonds, etc	124,313 14	
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	99,186 00	
Cash on hand	[illegible]	
	[illegible]	
Less: Depreciation on the above	92,250 19	
Net		$[illegible]
Less: Unearned Interest on Scrips	$7,039 76	
Interest payable on outstanding Scrips	26,568 00	34,207 76
		$526,564 [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President,
J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December, 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS.—

George Urquhart, Chas. Lafitte,
A. Rochereau, J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock, A. Schriber,
T. B. Blanchard, John Gauche,
Wm. Stevens W. T. Williams,
J. A. White, J. Tuyes.

Office—111 Canal street ; jan14 1m eod 1y

JACOB OTT, Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at the Tivoli Circle, or at L. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to

Summer Arrangement.

PARENTS and Young Gentlemen can make liberal arrangements, and themselves and sons be qualified, by early fall, for positions worth $1000, $2000, or $3000 per annum, if they apply at DOLBEAR COMMERCIAL COLLEGE, corner of Camp and Common streets, immediately. A Business Education is the best fortune for young Gentlemen. There are Professors for Penmanship, Bookkeeping, Commercial Calculations, Commercial Law, English French Spanish, German, Latin, Greek, and the higher Mathematics.

RUFUS DOLBEAR,
my 28 1y President.

JUDICIAL SALES.

Achille Chiapella vs. G. F. Burthe.

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 21,437.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 18th day of April, 1868, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

THE UNDIVIDED FOURTH OF A CERTAIN LOT OF GROUND, situate in the First District of this city, designated by the No one on a plan deposited by the sheriff of this parish of Orleans in the office of H. B. Cenas, late a notary public in this city. Said lot forms the corner of Hevia and Carondelet streets, and measures twenty five feet nine inches front on Carondelet street, by one hundred and seventy-nine feet six inches in depth, with the use of an alley twenty feet wide, common to said lot and others; together with the undivided fourth of all the buildings and improvements thereunto belonging.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, on the spot.

GEO W. AVERY,
mh17 26 ap3 11 18 Sheriff of the Parish of Orleans.

Tertulien Villa vs. Widow A. Labarthe.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 24,642—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on THURSDAY, the second day of April, 1868, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

TWO LOTS OF GROUND situated in faubourg Tremé, in the Second District of this city, in the square bounded by Tremé, Marais, St. Phillip, and Ursulines streets; said lots adjoining one another, and making part of the lot designated by the number Twelve, on a plan of 5th June, 1826, deposited in the office of Felix de Armas, late a notary public in this city, by act of 29th July of same year, and measuring, French measure, each, twenty-six feet two inches front on Tremé street, one hundred and twenty feet deep, and twenty-six feet three inches and six lines in the rear, and terminating on both lots numbers eight and nine of said plan; together with the buildings and improvements thereon.

Which said property belongs to defendant, namely for one fifth, she has received in the succession of her deceased father, the other four-fifths, for having purchased the same, from her co-heirs, by act passed before Jos. Cuvillier, notary public in this city, on the 22d April, 1861.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO W. AVERY,
mh1 8 15 24 ap2 Sheriff of the Parish of Orleans.

Thomas Janney & Co. vs. Mrs Margaret S. Brown and James G. Brown.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 21,670—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 4th day of April, 1868, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

1. SEVEN LOTS OF GROUND, together with all the rights, ways and advantages thereunto belonging or in any wise appertaining, situate in the square No. 96, bounded by Prytania, Plaquemines (or Coliseum) Seventh and Eighth streets, in the Fourth District of this city, and designated by the Nos 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21, on a plan drawn by Henry Moelhausen, late architect and surveyor, on the 4th of May, 1844, and deposited in the office of L. Hermann, then a notary public in this city, per act dated 12th June, 1844; said lots 15, 16, 17 and 18 each measure 31 feet front on said Eighth street, by a depth of 145 feet, between equal and parallel lines, lot No. 15 forming the corner of Eighth and Plaquemines streets, and said Nos 19, 20 and 21 measure each 30 feet front on said Eighth street, by a depth of 145 feet between equal and parallel lines, all American measure, which seven lots of ground were acquired by Robert C. Hutchinson by purchase from Frederick Wing, by an act executed before Wm Lawton, Esq., notary public in this city, on the 6th of April, 1857.

2. AND A CERTAIN LOT OF GROUND, together with all the improvements thereon, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto belonging or in any wise appertaining, situate in the Fourth District of this city, in the square bounded by Seventh, Eighth, Chestnut and Plaquemines (now Coliseum) streets, designated as lot No. 16, on a plan drawn by Moelhausen, late Surveyor, dated May 4th, 1844 and deposited in the office of Lucien Hermann, late a notary public in this city. Said lot forms the corner of Eighth and Plaquemines (now Coliseum) streets, and measures 31 feet front on Eighth street, by a depth of 145 feet, between parallel lines, and which said property was acquired by Robert C. Hutchinson by purchase from Wm. Cude, per act passed before William Shannon, notary public in this city on the 31st of August 1865, and which said properties were purchased by defendant Mrs. Margaret S. Brown, from Robert C. Hutchinson, by act passed before T. O. Starks, notary public in this city, on the 5th of February, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO W. AVERY,
mh14 12 20 28 ap4 Sheriff of the Parish of Orleans.

G. H. Braughn vs. P. O. Reiley.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS No. 20,416—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction on the premises hereinafter designated, on TUESDAY, the 31st day of March, 1868, at 10½ o'clock a. m.

The contents of a GAS FITTING ESTABLISHMENT, situated at No. 184 Rampart street, in the First District of this city.

Also, a lot of HOUSEHOLD FURNITURE and Watches, fine lot of Glassware and one Gold Watch and Chain. The whole as per inventory which can be seen in my office.

Seized in the above suit.

Terms: Cash on the spot. GEO W. AVERY,
mh8 21 27 31 Sheriff of the Parish of Orleans.

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick 10c. per ½ oz., any distance.	*10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. *15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage if not exceeding the weight of one quarter ounce, double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce, and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turey, in Europe, except as herein mentioned, viz: Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar is Behobia; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply, and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight, double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce, quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces, and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.* Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

ROUTES OF TRANSMISSION, &C

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction, "open mail via England ;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in the French Mail ;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed, "via Prussian closed mail ;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed, "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed, "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent "via France," otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool, by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President, H. P. Janvier, Secretary.

Citizens' Mutual Insurance Company, No. 3 Carondelet street—O. Gaillard, President; H. Castarede, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President, Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed A. Palfrey, Secretary.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President; C. Williams, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas. H. Wheeler President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas Briggs, President, J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets, F. Gauncheau, President; L. W. Baquie, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy Secretary.

National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Whann, President; E. N. Gauncheau, Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street, J. Tuyes, President, J. W. Hincks, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 11 Carondelet street—Placide Forstall, President, N. Augustin, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos Sloo, President, Thos Anderson, Secretary.

Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

TENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement :

Total premiums for the year ending Nov. 30, 1866		$386,315 35
Fire premiums	$231,433 04	
Marine	96,212 61	
River	58,573 70—	$386,315 35
Less unterminated risks	$47,946 00	
Returned premiums	2,942 06—	50,888 06
Net earned premiums		$335,427 29
Losses paid :		
Fire losses	$102,194 99	
Marine losses	104,111 32	
River losses	18,047 38	
	$224,353 49	
Re-insurance	10,482 11	
Twenty and twenty-five per cent returns	30,019 74	
Add expenses, internal revenue taxes, profit and loss, interest on scrip less interest, etc	31,261 31—	296,116 84
Net profits		$39,310 65
Net earned premiums 30th Nov., 1866		$335,427 29
Less amount on which twenty and twenty-five per cent. have been returned		176,666 30
Amount participating in profit		$148,761 06
The company have the following assets :		
Bills receivable		$36,103 37
Premiums in course of collection		110,987 06
Invested in bank stocks		71,301 50
Loans on pledge		28,427 70
Loans on mortgage		12,287 43
Invested in railroad bonds		9,350 00
Invested in scrip of insurance company		50,052 00
Cash on hand		30,309 22
		$346,778 28

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company :

O. GAILLARD, President.

H. CASTAREDE, Secretary.

State of Louisiana,
Parish of Orleans, City of Orleans,

Sworn to and subscribed before me this 17th day of December, 1866.

PAUL W. COLLENS.
Third Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to declare a scrip dividend of Twenty-five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 30th November, 1866, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next; and have further resolved to pay six per cent. on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday in February, 1866.

TRUSTEES.

J. Lorber, A. Miltenberger,
A. Verloin DeGray, J. Lemore,
John Gauche, L. Grand,
Jas. A. White, T. Avendano,
O. Gaillard, A. H. D'Meza,
J. A. Strues, F. Mathon,
A. Bidault.

Office, No. 3 Carondelet street jan19

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE

Crescent Mutual Insurance Company.

MAY 23, 1867.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th of April, 1867;

Fire Premiums for year	$396,093 01	
Marine Premiums for year	160,895 66	
River Premiums for year	284,577 35	
Total		$841,556 02
Total net earned Premiums		$756,734 54
Paid Fire Losses	$119,488 19	
Marine Losses	121,892 47	
River Losses	287,957 02	
Taxes	33,660 44	
Paid Profit and Loss, Reinsurance, Discount in lieu of Scrip, Interest, General Expenses, less discount	151,921 29	—708,529 71
Net Profits		$48,204 83
The Company have the following Assets :		
Bills Receivable	$40,154 78	
Loans on Bond and Mortgage	82,843 33	
Loans on Pledge of Stocks	22,596 98	—145,595 09
Foreign and Domestic Scrip and Scrip Account		46,166 68
Real Estate		70,000 00
Cash on hand		135,118 97
Consolidated 6 ℔ cent Bonds	$50,000 00	
City Bonds	36,580 00	
Bank Stocks' Account	175,677 17	
Vallette Dry Dock Company	12,000 00	
Merchants' Exchange	1,000 00	
N. O. Lightering and Wrecking Company	500 00	—315,757 17
Due for Premiums in course of collection		79,376 44
Assets		$792,014 35
The Company have also—		
Suspended Notes, Stocks and Bonds		$436,365 21
Forfeited Scrip Account		7,853 54
Interest uncalled for		9,295 58

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS A. ADAMS, Presid
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS,
City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 22d day of May, 1867.
G H BRAUGHN,
Second Justice of the Peace,
Parish of Orleans.

The Company will pay interest at SIX per cent in cash on all the Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in July next.

The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of TWENTY per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1867, for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next.

THOMAS A. ADAMS, President
SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.

—Trustees—

John Watt, C. T. Buddecke,
Sam. B. Newman, P. H. Foley,
Wm Edwards, A. G. Ober,
J. Norman Jackson, A. Thomson,
P. Simms, John Phelps,
L. P. Spyker may29f

Merchants' Mutual Insurance Co. OF NEW ORLEANS.

THIRTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement :

Premiums received during the year ending 31st May, 1867, including unearned premiums of the previous year.		
On Fire Risks	$895,910 49	
On River Risks	200,332 06	
On Marine Risks	337,231 32	
Total Premiums		$1,433,479 86
Less Premiums unearned on 31st May 1867	$224,182	
Return Premiums	25,955 29	—250,137 29
Net earned Premiums 31st May, 1867		$1,183,342 57
Losses paid during the year		
On Fire Risks	$311,223 89	
On River Risks	199,719 43	
On Marine Risks	278,627 60	
	$789,570 92	
Taxes	53,650 57	
Reinsurances, expenses, profit and loss, less interest	83,302 44	$926,523 93
Net profits		$256,818 64
The Company have the following assets		
Real Estate		$159,617 87
Notes secured by mortgage		591,860 18
Notes secured by pledge		159,047 49
Cash on hand		74,750 35
Premiums in course of collection		25,629 88
City Bonds		95,639
Bank and Railroad Stocks		142,735
Bills Receivable		113,891 78
Scrip of Mutual Insurance Companies		36,715
Stock of Vallette Dry Dock		15,000
" Levee Steam Press		2,950
" Gas Light Company		4,000
" Marine Dry Dock		2,950
" Merchants Exchange		1,000
Lighterring and Wrecking Company		1,000
State Bonds		1,500
Total		$1,406,416 43
Unclaimed interest and interest, payable in July next, on all outstanding Scrips	$95,264 12	
Thirty per cent redemption on Scrip of 1859, payable in July	59,548 50	
Unearned Premiums on 31st May, 1867	224,182	378,994 61
		$1,027,421 81

The above statement is a just true and correct transcript from the books of the Company

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 6th day of June, 1867.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 6th June, 1867, it was resolved to declare a scrip dividend of twenty per cent on the net earned premiums for the year ending 31st May, 1867, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also, to pay on and after the second Monday in July next THIRTY PER CENT CURTAILMENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding scrips of the Company

DIRECTORS

John Pemberton, J. Morgan Hall, David McCoard
F. Maspero, Pierre Fonta, S. Z. Relf,
L. F. Generes, J. J. Fernandez, Chs Sagory,
E. Dunasseur M. Fulg

Statement of the Merchants' Bank

On the Morning of February 2d, 1868, previous to Resumption of Active Business.

LIABILITIES.

Capital Stock, 4172 shares at [illegible]		$[illegible]
Individual Depositors	$8,489 [illegible]	
Due Distant Banks and Bankers	137 4[illegible]	
Unpaid Dividends	5,615 00	
Outstanding Check on New York	38 70	
		$14,291 03
Circulation		19,015 00
Total liabilities		$[illegible]

ASSETS.

	TOTAL AM'NT.	VALUE.
Cash on hand in Cur'nt Funds	$6,875 56	$6,875 56
Notes and Bills Discounted maturing	16,599 78	15,599 78
Notes and Bills Discounted protested	[illegible]	4,000 00
10 Bonds City of New Orleans Railroads	10,000 00	5,000 00
100 Jackson Railroad 1st Mortgage Construction Bonds	100,000 00	65,000 00
4 Shares Merchants' Bank Stock taken in settlement	1,200 00	400 00
Matured Coupons Jackson Railroad Bonds	560 00	216 00
Real Estate Banking House (in litigation)	30,000 00	
Real Estate other than Banking House	42,000 00	42,000 00
Banking House, Fixtures and Furnitures	2,500 00	2,500 00
Total Assets	$512,714 24	
Estimated Value of Assets This Day		$[illegible]

A full statement of PROTESTED PAPER included in our Assets at $[illegible], is OPEN FOR EXAMINATION.

mh1 2w THOS L DIX Cashier.

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY.

39.......... Carondelet Street..........39

NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS OF THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (ten eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$413,626 42.

ASSETS

30th April, 1867..........$316,815 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES.

James Hewitt, J. J. Warren,
W. A. Johnson, Wm. Ball,
W. Burbidge, Robert Pitkin,
Jno. L. Noble, Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood, Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington, Sam'l E. Moore,
Hugh McColl, Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith, Thos M. Scott,
L. Caulfield, Joseph Bloch,
John Chaffe, J. B. Jennings,
L. H. Terry, R. T. Buckner,
Jas. D. Blair, H. H. Ware
Sam'l Friedlander. aug11

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 8th day of February, 1868 judgment was rendered in this Court, in the following entitled suit, in the words and figures following to-wit: No. 20,500—Madame Louise Eliza Jouchevey, wife of Lucien Allibert, vs. her husband. This cause came up to-day; Duvigneaud for plaintiff; Buisson for defendant. When after hearing pleadings and evidence, and the Court being of opinion that the law and the evidence adduced are in favor of plaintiff—it is adjudged and decreed that there be judgment for the plaintiff, Louise Eliza Jouchevey, against the defendant, Lucien Allibert, her husband, decreeing a separation from bed and board between the said parties, with costs; and the plaintiff to have the care and guardianship of their children.

Judgment signed February 13th, 1868.

(Signed) G DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 28th day of February, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

ZACK J. DOWTY,
feb29 14-29 march Dep. Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA.—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 24th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to-wit—Maria Emma Guerineau wife of Felix Greeves, vs. Felix Greeves, —No. 18,971.—On motion of Frank Haynes, attorney for the plaintiff in this cause, and upon submitting due proof of her demand and by reason of the law and the evidence being in favor of plaintiff—it is ordered that the judgment by default therein entered on the 19th instant be now confirmed; that plaintiff, Maria Emma Guerineau, do have and recover of the defendant, Felix Greeves, her husband, the sum of Twenty Thousand Dollars, with mortgage on the real estate of her said husband, situated in St. Charles street, corner of Commercial Alley, and known as Dubois Row—which mortgage to bear date 17th April, 1863—with legal interest on said sum from judicial demand; and that there be judgment herein decreeing a separation of property between the said parties, and that defendant pay the costs of this suit.

Judgment signed February 28th, 1868.

[Signed] CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 5th day of March, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the independence of the United States.

A. D. BERNOUDY,
mh 6 31 in 30d Deputy Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT Court of New Orleans—I hereby certify that on the 11th day of February, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 20,655—Marianne Dazet, wife of Ferdinand Cais, vs. Her Husband. On motion of Fred Buisson, attorney for plaintiff in this cause, and upon producing to the Court due proof in support of her demand, and the Court considering that the law and evidence being in favor of plaintiff: It is ordered adjudged and decreed that the judgment by default be accordingly entered in favor of plaintiff Marianne Dazet and against her said husband, Ferdinand Cais, decreeing a separation from bed and board, to take place between the parties and condemning the said defendant to pay the costs.

Judgment signed February 19th, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 19th day of February, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety second year of the Independence of the United States.

ZACK J. DOWTY,
mh8 31t30d Deputy Clerk.

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—State of Louisiana to all whom these presents shall come—Greeting.

Whereas, Hermann T. Schilling has purchased from the widow and heirs of James L. Powers, by act passed before Andrew Hero, notary public, on the 29th day of February, 1868, and in conformity with an adjudication made by N. J. Hoey, auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 5th day of March, A. D., 1868, for a Monition or Advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled, "An act relative to monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements or advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day the Monition is first inserted in the public papers why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by N. J. Hoey, auctioneer, on the fifteenth day of February, A. D., 1868, by virtue of a decree of this Court, rendered on the tenth day of January, A. D., 1868, in a suit entitled James Lewis Powers vs Eleanor G Grandin et als, No 18,033 of the Docket of this Court at which sale the said Hermann T. Schilling became the purchaser for the price of ($1000) one thousand dollars

Description of property, as given in the Judicial Conveyance:

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with the improvements thereon, and all the rights, ways, privileges and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the First District of this city in the square comprised within St. Charles (late Nayades,) Erato, Carondelet (late Apollo) and Clio streets, designated as lot "B" on a plan drawn by L. Reizenstein, surveyor, dated the twenty seventh day of January, eighteen hundred and sixty-eight, and deposited for reference in the office of A. Hero, Jr., notary, as plan No. twenty-two, according to which said plan said lot measures, in American measure, thirty-one feet eleven inches and five lines and a quarter line front on Erato street, by a depth of one hundred and twenty-seven feet two inches and five lines between parallel lines, being the same property described in French measure, which the late James Lewis Powers acquired by purchase from Jean-Louis Lubin, by an act passed before Pierre Coudrain, a notary in this city, on the 25th day of August, one thousand eight hundred and sixty-fifty-five.

Clerk's office Second District Court of New Orleans, March 5th, 1868.

mh10 3t in 30d P. R. O'RORKE, Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 29th day of January 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit: Barbette Goodchaux wife of Joseph Dreyfous—No. 18,763—On motion of Cotten & Levy, of counsel for plaintiff, and on introducing the proof of the default entered on the 2d and adjudged that the default herein entered on the 2d be confirmed, and in favor of plaintiff, Barbette Goodchaux, wife of Joseph Dreyfous, and against defendant Joseph Dreyfous her husband; that said parties be separated in property and the community of acquets and gains heretofore existing between them be dissolved and that defendant pay costs of suit.

Judgment rendered January 29th, 1868.

Judgment signed February 5th, 1868.

[Signed] CHAS LEAUMONT,
Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 6th day of February, in the year of our Lord, One Thousand Eight Hundred and Sixty-Eight, and the Ninety Second year of the Independence of the United States.

F. A. WOOLFLEY,
m 2, 5 [illegible] Clerk.

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1867 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made :

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.

2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.

3. From rents.

4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.

5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.

6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposits in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.

7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.

8. From gains and profits of any incorporated company not divided.

9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.

10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.

11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.

12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.

13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.

14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.

2. National, State, county and municipal taxes within the year.

3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.

4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.

5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.

6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.

7. Amount actually paid for rent of homestead.

8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.

9. Interest paid out of falling due within the year.

10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.

11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phæton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of like description valued above $500—$10

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents

Oz plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President, J. K. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier

Crescent City Bank, No. 104 Canal street, up stairs—John Pemberton, President, Charles Faurie Cashier.

Citizens Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President, J. L. Delery, Cashier.

First National Bank, No. 37 Camp street—D. B. Forbes, President; —— —— Vice President; Louis Mieg, Acting Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—G. W. Cochran, President. Jules Cassard, Cashier.

City Bank of New Orleans, No. 15 Commercial Place—Richard Jones, Manager.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. F. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, corner of Royal and Conti—J. A. Blanc, President pro tem., L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter O. Robinson, President, G. Cruzat, Cashier.

Bank of New Orleans, corner St. Charles and Union streets—Frank Williams, President, A. Duchiron, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos Layton, President, John G. Devereux Act Cashier.

Smith, Newman & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, No. 50 Camp street—W. R. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President, Geo. A. Freret, Cashier.

M. Judson, cor. Camp and Common streets.

Burke & Co., No. 54 Camp street.

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President, Jas W Carroll, Vice President and [illegible] Cashier

Wood, Coal, Sand, Etc.

J. C. KATHMAN,

[illegible] Dealer in Coal, Charcoal, Sand, Fire Wood, [illegible]

224........ Bienville street........224

[illegible] Orders left at the above place, or Box 53 Mechanics' Exchange, will receive prompt attention. dec24 3m

THE NEW ORLEANS DAILY BEE,

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres street.

RATES OF ADVERTISING

Squares.	1 month net.	2 mos. net.	3 mos. net.	6 mos. net.	12 mos. net.
One	$12	$22	$30	$50	$75
Two	22	38	50	80	125
Three	30	53	70	110	175
Four	38	67	86	140	225
Five	46	80	106	170	275
Six	54	93	120	200	325
Seven	60	105	134	230	375
Eight	65	115	150	260	425
Nine	70	125	165	290	475
Ten	75	135	180	320	525
Eleven	80	145	195	350	560
Twelve	85	155	210	380	595
Thirteen	90	165	220	410	630
Fourteen	95	175	230	430	660
Fifteen	100	185	240	450	700
Thirty	175	330	450	750	1200

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867 :

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,590 00
Premiums on Marine Risks	$42,002 34	
Premiums on River Risks	107,250 23	
Premiums on Fire Risks	172,337 43	
		$321,590 00
Less Return Premiums	1,599 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,851 00	
		41,450 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,139 10
Losses paid during same period		
On Marine Risks	25,960 74	
On River Risks	109,826 94	
On Fire Risks	30,297 46	
	166,085 14	
Re-Insurance	12,947 33	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	38,708 31	
		$217,740 78
Remaining		62,398 32
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,391 22
Reserved for Unadjusted Losses		5,007 10
The Company have the following assets.		
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		347,000 00
35 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		35,000 00
36 Bonds State of Louisiana of $500 each		18,000 00
68 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		68,000 00
80 U. S. 5-20 Bonds of $500 each		40,000 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
800 shares Bank of New Orleans —$50 each, valued at $30	24,000 00	
650 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50	32,500 00	
845 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50	42,250 00	
500 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50	25,000 00	
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00	
100 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,500 00	
		$127,125 00
Cash on hand		51,693 50
Real Estate No. 78 Camp street		50,000 00
Loans on Pledges		62,415 00
Bills Receivable	12,745 59	
Less Bad and Doubtful	6,544 14	
		6,201 45
Outstanding accounts in course of Collection	70,056 62	
Less Bad and Doubtful	10,211 65	
		59,844 97
Scrips of other Insurance Companys		8,444 00
Total Assets		$878,724 02

The above statement is a just true and correct transcript from the books of the Company

ALFRED MOULTON, President.
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans City of New Orleans.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof on and after the Second TUESDAY in February next, and they have further

Resolved, That in view of the depreciation of the Assets of the Company, the Scrip issues of the years 1858, 1859, 1860 and 1861 be and the same are hereby called in (in accordance with the requirements of the Charter) for a Reduction of Twenty-five Per Cent on each issue, and the said Scrips shall be surrendered for reduction on payment of the annual interest, as declared by a resolution of this Board adopted this day.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES

E. K. Converse, B. P. Ethell,
Robert Hare, Jos. N. Isenhour,
Jos. Hoy, J. H. Ludwigsen,
Alfred Moulton, A. H. May,
J. M. Allen, Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers, W. M. Perkins.
jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company,

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE Co.,
New Orleans, [illegible]

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st 1867

Amount of Premiums for the year ending December 31st, 1867, viz.		
On Fire Risks	$156,471 [illegible]	
On Marine Risks	65,898 [illegible]	
On River Risks	55,022 [illegible]	
	277,392 71	
Add unterminated risks, on 1866	66,885 00	
		$344,683 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,418 00	
Return premiums for 1867	2,596 04	
		$63,014 04
Net earned premiums 31st Dec. 1867		$281,677 67
Losses paid during same period, viz		
On Fire Risks	$[illegible]	
On Marine Risks	[illegible] 76	
On River Risks	55,022 94	
	176,715 67	
Add re-insurances	2,597 75	
Dis. on Prem	45,466 87	
	50,974 62	
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc., less discount and interest	71,610 51	
Reserved for payment of interest on Scrip due in 1868	5,213 10	
		$254,513 85
Net profits		$27,163 82
The Company have the following Assets, viz.		
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c		$167,200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 70c		86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c		71,400 00
Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c		17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds valued at 50c		2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds valued at 50c		3,000 00
Nine Vicksburg S and Texas R. R. State Bonds valued at 50c		4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc		103,455 00
Loans on Pledge		25,000 00
Loans on Mortgage		53,000 00
Bills Receivable		[illegible]
Premiums due in course of collection		47,180 00
Scrips of other insurance companies		12,[illegible]
Uncurrent funds		4,[illegible]
Coupons on City Bonds due not collected		5,[illegible]
Cash on hand		84,971 41
		$[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO President.
THOS ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 2nd day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS,
Second Justice of the Peace,
Parish of Orleans.

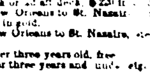
The Board of Directors have resolved to pay six per cent interest on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Twenty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 10th day March next. THOMAS SLOO, President.

JOHN G. GAINES, Vice President.
THOS. ANDERSON Secretary.

DIRECTORS

Jno. G. Gaines, E. J. Hart,
Henry Renshaw, Jno. C. Ricks,
H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer,
R. Biesse, J. B. Bres,
J. C. Barelli, Thos Sloo,
Thos. A. James jan 17

GENERAL TRANSATLANTIC COMPANY.



REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, [illegible] touching at the Antilles and French Ocean Ports

Fare from New Orleans to St. Nazaire [illegible] berth, 1st fore and aft deck or aft deck, $230 [illegible]

Fare from New Orleans to St. Nazaire [illegible] berth 2d fore deck, $190 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.

Children under three years old, free

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years pay full.

To every two children paying [illegible] and [illegible] full children paying quarter price, the [illegible] granted one bed.

In case there should be several [illegible] under three years in one family, only one will be [illegible] the privilege of free passage the others will [illegible] price.

Servants are added to the passengers [illegible] the same as steerage passage.

Through tickets at the head trips [illegible] given with a discount of [illegible] per cent provided the [illegible] return trip on one of the Company's steamers within six months after the sailing of the steamer by which he took passage from the port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish [illegible] meals.

One steerage in will [illegible] for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one half passage.

All passage by the line is payable in gold

From and after the 10th of February the French steamship VILLE DU HAVRE will leave regularly every month for Havana in order to connect with the steamers of the General Trans Atlantic Company plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to
VICTOR FERRIHAT Agent
jy23 tf No 12 [illegible] street.

Cow Peas! Cow Peas!

210 Sacs Carolina Clay PEAS, [illegible] bus. S. C. [illegible] for sale by
J. C. [illegible]
mh15 1w 54 [illegible] street.